

Autorisation de fermeture
4000 Liege X
9/45
P201195

Belgique - Belgie
P.P.
4000 Liege X
9/559

Église
de Liège

Acta

Numéro spécial du mensuel diocésain *Église de Liège*

Éditeur responsable : A. BORRAS · Rue de l'Évêché, 25 · 4000 Liège

Abonnement : à «Église de Liège» (11 numéros), 30 € (50 €, de soutien – 35 €, pour l'étranger)

Abonnement au supplément : «Acta» (indépendant du précédent), 10 € – Par numéro : 1,50 €

Administration : Service de Presse et de Communication · Rue de l'Évêché, 10 · 4000 Liège · (04) 223 1526

Le Conseil économique de l'Unité pastorale

Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes

Introduction

S'il est bien un document officiel qui, au cours de l'épiscopat de Mgr Joustin, a pris du temps à être publié, c'est le présent *Acta* qui contient le décret épiscopal sur le Conseil économique d'Unité pastorale et la Note doctrinale qui en exprime l'esprit et la portée!

Pourquoi? Pour la simple et bonne raison que, dès le départ de la réflexion sur le sujet en 2004, notre Évêque a voulu associer largement plusieurs instances à la préparation du document, notamment le Conseil presbytéral et les Doyens du diocèse. Il l'a fait en les écoutant sur les avancées des Unités pastorales en matière d'intégration des caisses paroissiales, sur les difficultés et les résistances rencontrées, sur les réalisations concrètes, etc. Ces instances ont pu apporter leurs remarques, critiques et suggestions.

Il s'agit de dépasser la situation encore fréquente d'«une caisse par paroisse gérée par deux ou trois personnes éventuellement en Conseil économique de paroisse», ou même d'«une caisse gérée par le curé ou un laïc seul», celui-ci cumulant parfois cette charge avec celle de trésorier de la fabrique d'église.

Ni d'un point de vue canonique, ni du point de vue juridique (en matière patrimoniale et fiscale), on ne peut perpétuer une disparité qui serait préjudiciable pour les avoirs paroissiaux (au risque de ne pas servir à la pastorale), pour la réputation de l'Église (au risque de laisser planer le soupçon de peu de transparence, notamment par les caisses noires), pour celle de ses curés ou des laïcs responsables en la matière (au

risque de laisser croire qu'ils en tireraient quelque profit personnel). L'Évêché de Liège veut en la matière donner l'exemple pour que la gestion des biens soit conforme aux dispositions canoniques et aux lois, décrets et autres règlements en droit patrimonial et fiscal, ainsi qu'en matière d'obligations et de libéralités.

Après avoir diffusé un document préparatoire comprenant un projet de décret et une note doctrinale en 2007, Mgr l'Évêque est encore plus convaincu que la création d'un Conseil économique d'Unité pastorale sera un facteur majeur d'intégration des communautés locales - les paroisses actuelles - au sein des Unités pastorales. Le Conseil économique d'Unité pastorale sera l'expression à la fois de la solidarité financière et de la communion ecclésiale entre les communautés concernées.

La gestion économique et financière fait partie des préoccupations pastorales. En effet, la gestion des biens en Église n'est pas seulement un problème technique. En sa qualité de garant de l'utilisation évangélique des finances paroissiales, le curé en est responsable mais il ne les gère pas seul, ni isolément. D'une part, il détermine la politique financière de l'Unité pastorale *en concertation* avec son Conseil pastoral et, d'autre part, il agit en la matière *avec* son Conseil économique. Les laïcs qui le composent n'ont pas non plus à agir seuls ni isolément, mais toujours en accord avec l'ensemble des membres.

Le présent décret abroge le décret épiscopal de Mgr Houssiau de 1991 qui instaurait dans chaque paroisse un Conseil écono-

mique. Il ne supprime pas le bien-fondé de la plupart de ses dispositions mais il les adapte à la situation actuelle pour qu'elles correspondent mieux à la visée missionnaire et à la conscience ecclésiale sous-jacentes au « Chantier Paroisses ».

L'application du nouveau décret ne pourra se faire que s'il y a une adhésion franche et loyale de tous les acteurs de terrain - curés et autres personnes concernées en paroisse - et la volonté d'œuvrer dans la communion de l'Église diocésaine. Cela suppose un état d'esprit positif et ouvert, loin de toutes velléités autarciques ou de crispations sur les situations présentes. Cela suppose une confiance foncière dans l'action de l'Esprit Saint dans nos communautés pour susciter en elles et chez les fidèles les attitudes évangéliques et les réflexes ecclésiaux qui s'imposent dans les profondes mutations qui traversent l'Église dans son ensemble et notre diocèse en particulier.

Pour parvenir à la mise en place du Conseil économique, il s'agit de se donner une stratégie et un calendrier, avec la volonté de progresser dans ce but. Aussi sera-t-il bon d'établir un état des lieux sur la situation existant au sein de l'Unité pastorale. On examinera le fonctionnement actuel et les compétences requises des personnes impliquées en la matière. On s'appropriera à cet effet la Note doctrinale de l'abbé Collinet. On ne négligera pas non plus de faire le lien avec l'équipe-relais où, *en principe*, une personne porte le souci de l'économique et du financier de la communauté locale. Si les équipes-relais existent dans l'Unité pastorale, c'est même à partir d'elles qu'il faudra envisager d'abord la coordination des caisses paroissiales existantes, puis la constitution du Conseil économique commun.

Une étape réaliste pour avancer vers le but est de créer une caisse d'Unité pastorale, même si subsistent parallèlement des caisses paroissiales. Il s'agira de voir comment alimenter cette caisse commune et quel sera le quota de participation des caisses locales. Actuellement, c'est la formule la plus réaliste; elle est d'ailleurs en place dans les Unités pastorales les plus dynamiques.

Le Service des asbl de l'évêché ainsi que le Bureau diocésain peuvent selon les cas donner des conseils opportuns ou procurer une expertise, notamment pour la fusion des asbl paroissiales existantes par la constitution d'une asbl d'Unité pastorale qui serait le support juridique du Conseil économique en procurant à celui-ci la personnalité juridique.

Aussi, par l'engagement de tous et de chacun, au terme des aménagements progressifs selon les circonstances et par les stratégies adaptées à chaque Unité pastorale, il semble réaliste à Mgr l'Évêque et à son Conseil que, sur le plan du diocèse, on parvienne à l'application généralisée du décret à l'horizon de 2016. C'est mon souhait le plus vif et je vous invite à avoir l'audace nécessaire pour traduire dès que possible dans la réalité les dispositions du décret et les principes de la note doctrinale. En attendant je vous en souhaite une bonne lecture avec les instances et personnes concernées dans votre Unité pastorale.

Liège, le 3 novembre 2010, en la fête de saint Hubert, patron de la Ville de Liège.

*Alphonse Borrás,
Vicaire général*

Conseil économique de l'Unité pastorale

1. Dispositions canoniques

Article 1^{er}. - Un Conseil économique sera constitué dans chaque Unité pastorale.

Article 2. - § 1. Le Conseil économique est composé du curé responsable de l'Unité pastorale et, au minimum, de deux laïcs choisis sur des critères de disponibilité, de compétence et de confiance.

§ 2. Avant de fixer son choix, le curé consultera les membres de l'équipe pastorale et entendra le Conseil pastoral de l'Unité pastorale - ou à défaut les instances actuelles de concertation dans l'Unité pastorale - dont il recevra les propositions.

§ 3. Une fois nommés par le curé, les membres laïcs du Conseil économique restent en fonction pour cinq ans. Au cours de ces cinq ans, ils ne peuvent être démis si ce n'est avec l'accord de l'Ordinaire du lieu et pour un motif sérieux. Le mandat des laïcs du Conseil économique est renouvelable.

Article 3. - Les membres laïcs du Conseil économique restent en fonction au départ du curé responsable de l'Unité pastorale.

Article 4. - Un membre laïc du Conseil économique peut démissionner. Il sera alors immédiatement remplacé. Le nouveau membre achèvera le mandat de celui qu'il remplace.

Article 5. - Le curé préside le Conseil économique. Il peut déléguer à cette présidence, un autre prêtre ou un diacre membre de l'équipe pastorale ou œuvrant dans l'Unité pastorale.

Article 6. - Le Conseil économique n'a pas de personnalité juridique ses avoirs transitant vers les fabriques d'église et les asbl concernées, notamment l'asbl de l'Unité pastorale.

Article 7. - Il disposera d'un compte bancaire propre dont les membres laïcs du Conseil économique auront la signature; ce compte n'est pas un compte de capitalisation.

Article 8. - Le Conseil économique se réunit une fois par mois, davantage si les nécessités l'exigent. Il est convoqué soit par le curé, soit par un autre de ses membres. Le Conseil économique ne se réunit valablement qu'en présence du curé ou de son délégué sauf accord de l'Ordinaire du lieu et sauf pour l'avis dont il est question à l'article 9 § 5.

Article 9. - § 1. La politique financière de l'Unité pastorale est de la compétence du curé et de l'équipe pastorale, restant sauf que son élaboration ne se fait pas sans le Conseil pastoral de l'Unité ou à défaut les instances de concertation de l'Unité pastorale.

§ 2. Sur base des propositions du Conseil pastoral de l'Unité, le Conseil économique élaborera, en collaboration avec le curé ou son délégué, le budget de l'Unité pastorale pour l'exercice suivant.

§ 3. Le budget sera établi chaque année, à la fin du mois de novembre.

§ 4. Les dépenses budgétisées seront exécutées par le Conseil économique sur présentation des factures.

§ 5. Pour les dépenses non budgétisées ou qui dépassent le montant inscrit au budget, l'avis du Conseil économique doit être au préalable sollicité et obtenu. Le Conseil économique veillera à rendre cet avis dans les meilleurs délais. D'aucune façon, ce délai ne pourra excéder dix jours. Si l'avis n'est pas rendu dans ce délai, la dépense est censée acceptée.

Article 10. - Chaque année, en fin d'exercice, le Conseil économique dressera l'état de ses activités, des ressources dont il a disposé, de leur affectation aux différents projets de l'Unité pastorale. Cet état, accompagné du compte de l'exercice, sera transmis au Conseil pastoral et aux paroissiens qui le souhaitent.

Ces dispositions ont été promulguées par Mgr Aloys Joustien en date du 3 mai 2010. Elles entreront en vigueur en date du 1^{er} décembre 2010.

Conseil économique de l'Unité pastorale

2. Note doctrinale

1. Généralités

L'Unité pastorale rassemble diverses communautés chrétiennes. Elles sont confiées à un curé comme à leur pasteur propre. Ce pasteur agit sous l'autorité de l'Évêque (c. 515). Aidé des laïcs ayant les qualités requises, éventuellement de diacres et de prêtres (c. 519), il a la responsabilité de faire vivre les communautés qui lui sont confiées dans l'unité de la foi pour qu'elles demeurent des « constructions de Dieu », fidèles au donné apostolique.

Le pasteur est le porte-parole naturel du peuple qui lui est confié dans l'Unité pastorale. Il est lié à ce peuple dont il fait lui-même partie. Il le représente (c. 532), non pas pour en avoir reçu les suffrages mais parce que, du fait de l'ordination qu'il a reçue et de la tâche qui lui a été confiée, il l'interprète, il le résume. Ces considérations théologiques doivent être mises en pratique. C'est concrètement que le curé doit être au service des communautés qui lui sont confiées pour les *mettre en état de communion*, pour les faire agir dans une finalité de communion, ce qui implique la collaboration de tous.

Tout cela ne restera pas sans incidence sur la gestion financière et administrative des Unités pastorales, sur le rôle du pasteur dans cette gestion. Le curé, en tant que pasteur propre de la paroisse, ne peut oublier que, s'il dispose d'une autorité, ce n'est que dans la mesure où il préside à la communion, à l'eucharistie. Son action dans le domaine de l'administration est de la même veine que son action dans le domaine de la liturgie. Ici, comme dans l'eucharistie, un prêtre *isolé* de son peuple, *agissant* seul, *décidant* seul, n'est plus qu'un soldat perdu. Ce n'est que comme interprète de son peuple qu'il peut agir. Il fait partie du peuple qu'il guide, non de l'extérieur mais de l'intérieur. Ses décisions, en conséquence, ne peuvent être « isolées ». On lui recommande de rechercher l'unanimité. Et si l'unanimité ne se prescrit pas, le Code de droit canonique lui demande d'y tendre, de ne pas agir à l'encontre des avis concordants qu'il reçoit, sans raison prévalante. Cette règle du canon 127 § 2 a valeur de principe général. Elle est fondamentale : un sage gouvernement implique donc

d'agir en fonction des avis concordants, sauf raison grave s'imposant impérativement à la conscience du curé.

La gestion financière des paroisses fait partie des préoccupations pastorales. En effet, l'utilisation des biens matériels par l'Église et ses diverses communautés, l'affectation de ses biens à la fin que poursuit l'Église, ne sont pas seulement et avant tout un problème technique. C'est un problème *pastoral*. Décider si l'on va construire un hôpital, une école ou une église, et comment on va les construire, améliorer les conditions du culte ou s'engager dans des projets caritatifs ou sociaux, tout cela concerne aussi l'évangélisation, tout cela est aussi affaire d'Évangile. Dans ce débat, les curés n'ont pas toute la place. Ils ont une juste place parmi d'autres, *avec* d'autres. C'est précisément pour trouver cette juste place, des uns et des autres, qu'ont été prévus « les Conseils économiques des paroisses » dont il est fait mention au canon 537 (c. 1280).

L'existence du Conseil économique est prévue par le droit universel mais son fonctionnement, comme le précise le canon 537, est régi par le droit particulier. Ce Conseil économique est destiné à « aider » le curé. Il s'agit de bien comprendre cette « aide ».

On peut en effet avoir de cette aide une conception très restrictive. Alors le curé fait tout, agit seul, décide de tout et ne sollicite l'intervention de son Conseil économique que lorsque son bon vouloir y consent et pour ce qui lui convient. Dans cette conception, l'« aide » du Conseil économique ressemble à celle que le domestique apporte à son maître ! Et ce n'est certainement pas ainsi que le droit envisage le rôle du curé ni celui du Conseil économique. Au contraire, en instituant les Conseils économiques, le Code de droit canonique de 1983 a voulu intéresser et faire participer la communauté paroissiale à la gestion économique de ses intérêts. Il a voulu décharger les curés de certaines tâches en leur évitant le risque d'une gestion trop personnelle et, par là, mal perçue. Si le prêtre est le garant d'une utilisation évangélique des finances paroissiales, cela n'implique d'aucune façon qu'il les gère personnellement.

En d'autres termes, dans l'état actuel, il n'est plus possible ni admissible qu'un prêtre gère seul et à sa fantaisie les finances paroissiales. La gestion des finances paroissiales appartient au Conseil économique de l'Unité pastorale. Toute pratique contraire est à réprouver formellement.

Seule l'affectation des biens doit faire l'objet d'un débat avec le curé mais, même ici, le curé ne peut imposer sa volonté sans convaincre avec des arguments *raisonnables*, sans avoir le souci de la faire conforter par une volonté plus commune et plus partagée. En matière paroissiale, les meilleures idées sont inadéquates lorsqu'elles ne sont pas soutenues et écrites «à l'encre de la vie paroissiale». Le Conseil [pastoral] de l'Unité pastorale [CUP] ou toute autre instance de concertation (c. 536) sont les lieux naturels du débat sur l'affectation des biens: c'est en leur sein que les communautés paroissiales *tiennent conseil* sur la vie et le témoignage de l'Unité pastorale et notamment sur sa politique financière.

2. Qui compose et comment composer un Conseil économique ?

Le canon 1280 impose au moins deux conseillers pour aider à l'administration des biens de toute personne juridique dans l'Église. En ce qui concerne les paroisses, le canon 537 précise que ces deux personnes seront des laïcs. Le Conseil économique de l'Unité pastorale sera donc composé au minimum de deux laïcs en plus du curé responsable de l'Unité pastorale ou du prêtre ou du diacre délégué à cette fonction par le curé (c. 537; voir l'article 2 § 1 du décret épiscopal).

Si ce minimum peut évidemment être dépassé, on conservera cependant au Conseil économique de l'Unité pastorale sa qualité de groupe restreint, en majorité composé de laïcs. Le Conseil économique n'est pas en effet un lieu de débat, c'est un *groupe à tâche* qui appelle des compétences techniques. C'est un lieu où les comptes sont tenus et les ressources comptées. Étant donné la nature du Conseil économique et la proximité qu'il a et doit avoir avec le curé, il est important de ne pas le transformer en une vaste assemblée, en un lieu de débat d'idées.

Le Conseil économique de l'Unité pastorale ne peut être une émanation des différents Conseils de fabrique composant l'Unité. Conseils de fabriques et Conseils économiques sont des

institutions toutes deux essentielles à la vie paroissiale. Leur collaboration est nécessaire. L'un et l'autre n'ont cependant pas la même raison sociale. Le Conseil de fabrique traite du temporel du culte, le Conseil économique du reste des finances paroissiales. La position du curé n'est pas la même au Conseil de fabrique et au Conseil économique. Le Conseil de fabrique, en tant qu'établissement public, gère des finances publiques et il est soumis, comme tel, à une tutelle administrative lourde. Ce n'est pas le cas du Conseil économique. Celui-ci gère des finances privées.

Il n'apparaît pas souhaitable non plus que le Conseil économique coïncide ou soit une émanation du Conseil [pastoral] de l'Unité pastorale [CUP] tel qu'il est prévu au canon 536 – et a fortiori qu'il émane de l'*équipe pastorale* telle que nous la concevons dans le diocèse, à savoir comme *organe de direction* où des personnes ayant les qualités requises participent étroitement à l'exercice de la charge pastorale (cf. c. 519 *in fine*).

Conseil *pastoral* de l'Unité [CUP], d'une part, et Conseil *économique* de l'Unité pastorale, d'autre part, sont différents. Le premier est un Conseil «pastoral» de l'Unité pastorale. Il est composé de personnes choisies sur un mode représentatif qui *reflète* les différentes composantes, sensibilités et communautés de l'Unité pastorale. Ses membres «tiennent conseil» sur la vie et le témoignage de l'Unité pastorale. Ce Conseil est chargé d'élaborer les orientations pastorales et d'appuyer des activités en union avec le curé et, là où elle existe, l'équipe pastorale. Quant au Conseil économique, il est plutôt un Conseil du curé et de l'équipe pastorale. Le curé le préside et, à ce titre, son statut n'est pas similaire ni assimilable à celui des autres membres. En tant que groupe à tâche *spécifique*, le Conseil économique est chargé d'apporter son aide au curé et à l'équipe pastorale pour le secteur *spécifique* de l'administration des biens de la paroisse. Il est composé d'un groupe d'experts, techniquement compétents en la matière, et si ceux-ci sont au service de la paroisse, c'est par l'intermédiaire du curé qu'ils le sont.

Le fait que le Conseil économique soit le Conseil du curé est un des éléments qui explique pourquoi il ne peut être érigé en asbl.

Les membres du Conseil économique sont choisis par le curé sur des critères de disponibilité, de compétence et de confiance. Il est essentiel qu'en plus de la confiance du curé, ils aient

celle de la paroisse. Ils jouiront donc de l'estime des paroissiens.

3. Ressources du Conseil économique de l'Unité pastorale

Le Conseil économique d'Unité pastorale a pour fonction de gérer techniquement les finances des paroisses de l'Unité pastorale, en particulier les ressources des communautés paroissiales qui la composent. Quelles sont ces ressources?

A. Une part des collectes

L'évêque diocésain a compétence pour régler tout ce qui concerne les collectes dans les églises. C'est à lui qu'il appartient de déterminer quelle part de ces collectes reviendra au Conseil de fabrique et quelle part au Conseil économique de l'Unité pastorale.

Dans notre diocèse, il est de règle que la part des collectes attribuée au Conseil de fabrique ne puisse excéder 60% des montants reçus sans pouvoir être inférieure à 40% de ce montant. La variation dépend ici de l'importance plus ou moins grande des «subsidés» alloués par les autorités communales. Le Conseil économique de l'Unité pastorale est appelé à gérer *le reste du montant* des collectes. Les collectes dont il est question sont des collectes *ordinaires*, soit celles qui se font habituellement dans les églises et qui n'ont pas reçu, de la part de l'évêque ou du curé, une autre affectation précise.

En ce qui concerne les treize collectes imposées par l'évêque, des pratiques diverses se sont installées dans le diocèse. Elles ne sont pas toutes raisonnables.

Certaines paroisses ne versent plus à l'Évêché, pour l'œuvre qui a été indiquée, que le montant qui dépasse celui d'une collecte ordinaire. Elles conservent le reste au bénéfice de la fabrique et/ou des œuvres paroissiales. D'autres paroisses retiennent sur ces collectes un pourcentage sans qu'on sache toujours à quel niveau il se situe, ni à qui il est attribué. La pratique qui consiste à ne retourner à l'Évêché que le surplus d'une collecte ordinaire est déraisonnable et doit être réprouvée. Cette pratique ne fait pas une juste place à la solidarité diocésaine et interdiocésaine.

La retenue d'un pourcentage pour les besoins de la fabrique et de la paroisse, peut

parfois se justifier. En aucun cas, ce pourcentage ne pourra excéder 10%.

Il arrive également que des curés ou des responsables d'Unités pastorales dédient, d'initiative, certaines collectes à des personnes ou des œuvres qu'ils choisissent. Dans cette hypothèse, la part de la fabrique d'église (60 ou 40%) doit toujours être conservée. Elle sera calculée sur le montant de la collecte ordinaire. Par contre, sauf à en avoir averti, au préalable, les communautés paroissiales, la retenue d'une part de ces collectes aux bénéficiaires des œuvres paroissiales n'est pas en principe acceptable.

Qui récolte les collectes? La pratique diffère dans nos paroisses, tantôt, c'est le trésorier de la fabrique d'église qui s'en charge, tantôt, le curé lui-même, tantôt, quoique plus rarement, le trésorier du Conseil économique.

Il n'est pas normal, il est même déraisonnable que le curé s'acquitte de cette tâche lui-même. Le plus logique serait que cette fonction soit dévolue au trésorier ou à un autre membre du Conseil économique de l'Unité pastorale. Autrement dit, toujours dans le souci de distinguer les institutions, ce n'est pas *en principe* au trésorier de la fabrique d'église de récolter les collectes. Mais si en fonction des usages établis, la collecte continue à être recueillie par ce dernier, il indiquera au trésorier du Conseil économique le montant total de la collecte au moment où il lui verse la part qui revient à ce Conseil. C'est en effet ce montant qui devra figurer dans le rapport annuel de l'administration des finances de l'Unité pastorale.

B. Les troncs

Aucun **tronc** ne peut être placé dans une église sans l'accord du curé de cette église. L'argent des troncs sera régulièrement relevé par un membre du Conseil économique de l'Unité pastorale ou par une personne déléguée par ce dernier. Les troncs sont en général affectés soit à une œuvre paroissiale, soit à la fabrique d'église. Selon le cas, l'argent sera attribué aux œuvres paroissiales ou à la fabrique d'église.

Une mention particulière doit être faite pour **les lieux de pèlerinages ou de dévotion** situés dans les lieux de culte, aux abords de ceux-ci (cloître, etc.). Ces lieux sont gérés par des Conseils de fabrique et rien ne peut se faire ici sans l'accord du curé et du Conseil de fabrique. Celui-ci en est responsable. C'est lui qui les entretient et en assure la maintenance. C'est à la fabrique d'église qu'il revient d'acheter

les cierges et bougies et les infrastructures nécessaires à leur placement.

Que faire de l'argent ici récolté? La fabrique d'église doit recouvrer les frais qu'elle a engagés annuellement (bougies, assurances, entretien...), le surplus sera à partager entre la fabrique d'église et les œuvres paroissiales à concurrence de 80% pour les œuvres paroissiales et de 20% pour la fabrique.

C. Les dons et offrandes

Par «dons», nous entendons ici les dons manuels, et par «offrandes», celles qui sont faites *spontanément* au clergé à l'occasion de la célébration d'un sacrement, à l'occasion d'une bénédiction, d'une visite pastorale ou de l'exercice de n'importe quelle autre fonction paroissiale. On doit également faire rentrer, dans la notion d'offrande, les collectes qui ont lieu au cours des funérailles ou des mariages avec ou sans eucharistie.

Le principe en la matière est fixé au canon 531. Ce canon présume que l'argent ainsi reçu a été donné pour aider la paroisse et non le curé comme personne. L'argent ainsi récolté sera donc versé aux œuvres paroissiales et géré par le Conseil économique de l'Unité pastorale.

En principe donc, ce qui est donné au clerc (prêtre ou diacre) lorsqu'il remplit une fonction paroissiale est présumé *donné à la fonction* et non à la personne et doit, en ce sens, être versé à la caisse paroissiale (c. 1267). Il n'en irait autrement que si le donateur, en présentant son offrande, avait précisé spontanément une destination différente, ou lorsque la collecte faite à l'occasion de funérailles ou d'un mariage avait été annoncée pour une destination particulière.

Quant à l'argent reçu au détour du chemin, au coin de la rue, à l'occasion d'une visite inopinée ou déposé anonymement au seuil du presbytère, la question est plus délicate... S'il s'agit de sommes de peu d'importance ou de dépôt en nature, le curé peut légitimement estimer que cela a été donné à sa personne et, en conséquence, le conserver à son usage. Mais si les sommes sont plus importantes, le clerc aura scrupule à les tenir pour siennes. Il les versera à la caisse paroissiale.

D. Le casuel

Sous ce mot, on désigne les émoluments accidentels, plus ou moins aléatoires que le clergé, les employés d'église, et les fabriques d'église perçoivent à l'occasion de certaines

fonctions sacrées. Le casuel des curés portait autrefois le nom de «droit d'étole».

On évitera de parler de casuel obligatoire car, par définition, le casuel est ce qui tombe ou ne tombe pas. Ce qui tombe «par hasard». Par définition, le casuel ne peut jamais être exigé. Il ne peut être que proposé, officiellement proposé. On parlera donc de casuel *officiellement* proposé. Ce casuel concerne les mariages et les funérailles.

Dans le respect des directives épiscopales, le Conseil économique se chargera d'en faire la proposition aux personnes concernées. L'argent ainsi perçu sera immédiatement réparti, par le Conseil économique, entre les différentes personnes qui, selon le décret épiscopal de 2008, y ont droit: prêtre célébrant, diacre participant, sacristain, organiste, chantre, œuvres paroissiales et diocèse. Si la proposition n'est pas honorée, la part du sacristain, de l'organiste et de la fabrique d'église sera prise sur la collecte pour autant que celle-ci le permette.

4. Affectation des ressources paroissiales et tâches du Conseil économique

La tâche essentielle du Conseil économique de l'Unité pastorale est de préparer à la fin de chaque année un compte-rendu de son administration (c. 1284). Ce compte-rendu, établi à partir du livre des recettes et des dépenses, mentionnera à quel but les ressources paroissiales ont été affectées. Il n'appartient pas au Conseil économique de prendre position, d'accepter ou de refuser certaines affectations. C'est là la tâche du curé et de l'équipe pastorale sur le plan de la *direction pastorale* de l'Unité; c'est aussi la tâche, sur le plan de la *concertation ecclésiale*, du Conseil d'Unité pastoral [CUP] dont les membres sont appelés à tenir conseil sur la vie et le témoignage de l'Unité pastorale et des communautés qui la composent. En revanche, il appartient au Conseil économique d'avertir le curé des conséquences financières des décisions qui sont prises et des limites qu'impose le budget. D'une manière générale, les ressources paroissiales ne peuvent être affectées qu'à des besoins paroissiaux ou diocésains. Parmi ceux-ci, mentionnons, d'une part, le suivi du *projet commun* de l'Unité pastorale et, d'autre part, l'*entretien* des édifices du culte et des locaux paroissiaux.

L'élaboration du projet commun de l'Unité pastorale tiendra compte du projet pastoral diocésain, par exemple de la Lettre pastorale «Vivre et annoncer l'Évangile» de septembre 2007. Le projet commun de l'Unité pastorale exprimera la volonté des paroisses concernées de faire route commune, de dégager leurs priorités pour témoigner de l'Évangile dans leur environnement. Le projet catéchétique d'Unité pastorale est un élément majeur de ce projet commun d'Unité pastorale. Sa mise en œuvre suppose que l'on dégage des voies et moyens; c'est ici qu'intervient, en fonction des besoins pastoraux, le budget du Conseil économique d'Unité pastorale. Nul doute qu'un projet commun d'Unité pastorale contribuera à une prise de conscience «missionnaire» de l'exigence autant que de la joie de «faire part» ensemble de la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ.

Quant à l'entretien des édifices du culte (églises et presbytères), il relève en Belgique des fabriques d'église. Le Conseil économique de l'Unité pastorale se bornera, dès lors, à ce que la fabrique d'église dispose effectivement des ressources qui lui reviennent (collectes, casuel, etc.).

En ce qui concerne les locaux paroissiaux qui ne rentrent pas dans la notion du «temporel du culte», le budget paroissial devra normalement prévoir les sommes nécessaires à leur bon entretien. Ces immeubles sont souvent propriétés d'asbl, paroissiales ou décanales, qui ne peuvent vivre sans la générosité paroissiale.

Il est normal que les paroisses participent à certains travaux d'amélioration des lieux du culte (peinture, achat d'un orgue, œuvres d'art, etc.). Cette participation pourra prendre la forme d'un don du Conseil économique de l'Unité pastorale à la fabrique d'église concernée.

5. Remboursement des frais occasionnés par la vie paroissiale

Les curés, les vicaires et les assistants paroissiaux reçoivent, en Belgique, un traitement qui est à charge de l'État. Le budget paroissial est, en conséquence, déchargé du devoir d'assurer la rémunération du clergé. Le montant de ces traitements ne permet cependant pas à ces agents pastoraux d'investir dans certains outils qui peuvent paraître indispensables à la bonne organisation paroissiale: fax, imprimante, ordinateur, projecteur, etc. Si le besoin s'en fait

sentir, rien n'empêche le Conseil économique de l'Unité pastorale d'acquiescer ces outils, comme biens paroissiaux, mis à la disposition de la vie paroissiale.

La caisse de l'Unité pastorale ne peut pas, par contre, accorder un supplément de traitement à ses agents pastoraux. Elle ne peut pas non plus rembourser les frais de déplacement du curé dans la mesure où ceux-ci sont censés être couverts par le supplément de traitement reçu du fait qu'il est affecté à plusieurs paroisses.

Les vicaires n'ont pas droit à un logement gratuit offert aux curés. C'est à la communauté paroissiale qu'il incombe d'intervenir pour assurer ce logement au vicaire. Les vicaires n'ont pas non plus droit au remboursement de leurs frais de déplacement puisqu'ils perçoivent un supplément de traitement reçu du fait qu'ils sont affectés à plusieurs paroisses.

En vertu du décret épiscopal du 27 avril 2004, les assistants paroissiaux voient leurs frais de déplacement, de formation et, le cas échéant, d'administration remboursés par le Conseil économique de l'Unité pastorale, tout comme les diacres ayant reçu une lettre de mission pour un ministère dans le cadre paroissial. Ce même décret stipule que le remboursement des frais de déplacement ne peut être établi sur une base forfaitaire. Il doit faire l'objet d'un justificatif écrit, daté et signé par celui qui le demande.

6. Catéchèse, pastorale scolaire, exercice de la charité, etc.

Le budget des fabriques d'église prévoit l'entretien du lieu de la catéchèse paroissiale. Le reste des frais de la catéchèse paroissiale est à couvrir par le Conseil économique de l'Unité pastorale. D'où l'importance du projet catéchétique et de ses conséquences sur le budget de l'Unité pastorale.

Par ailleurs, la catéchèse est plus large que la catéchèse des enfants ou des adolescents, plus large aussi que la formation des fidèles qui se donnent dans les églises et les presbytères. Rien d'étonnant dès lors que le Conseil économique de paroisse soit sollicité pour intervenir dans la catéchèse des adultes, le service de la visite des malades, la catéchèse scolaire, etc. Cela sera aussi le cas sur le plan de la diaconie, dans le domaine de l'exercice de la charité, de l'entraide et de la solidarité avec les pauvres d'ici et d'ailleurs, en lien avec les instances ou associa-

tions concernées et en faveur des projets que celles-ci déploient et promeuvent dans le cadre ou à partir de l'Unité pastorale (cf. quart-monde et tiers-monde).

7. Collectes imposées et solidarité avec le diocèse

Le Conseil économique veillera à faire parvenir, dans les meilleurs délais, le montant de ses collectes au doyen. Quant à l'aide au diocèse, on rappellera que les budgets des fabriques d'église comprennent un article intitulé : « Remise allouée à l'Évêché ». Cet article permet aux fabriques d'église qui ne sollicitent pas de subsides communaux, d'allouer à l'évêché 1% de leurs recettes ordinaires. Là où il y a subside communal, rien n'empêche le budget paroissial de contribuer aux besoins du diocèse.

8. Fonctionnement du Conseil économique de l'Unité pastorale

Le Conseil économique de l'Unité pastorale est un organe technique. Il ne décide pas de la politique de l'Unité pastorale. On se reportera ici à ce qui a été dit en introduction dans les généralités et surtout à propos de la composition de cet organe. Le Conseil économique de l'Unité pastorale ne décide pas de l'affectation à donner aux ressources de l'Unité pastorale. Il gère ses ressources en bon père de famille et les affecte aux projets de l'Unité pastorale, projets pour lesquels son avis a été préalablement sollicité.

Cette gestion du Conseil est confiée à ses membres laïcs. En principe, ceux-ci ne peuvent être membre du Conseil de fabrique. Le curé, le prêtre ou le diacre, délégué à ce service, sera régulièrement averti de l'évolution des ressources paroissiales.

Le Conseil économique de l'Unité pastorale ne sera pas constitué en asbl. Il ne disposera pas d'une personnalité juridique autonome (cf. article 6 des dispositions canoniques). C'est en revanche l'Unité pastorale qui sera constituée en asbl en s'inspirant des statuts-types produits par l'Évêché.

Le Conseil économique disposera d'un compte bancaire propre dont l'intitulé sera : « Association de l'Unité pastorale de... » et dont les répondants seront choisis parmi les membres laïcs du Conseil économique. Ces derniers auront la signature du compte (cf. article 7 des dispositions canoniques).

Outre la gestion des comptes financiers, le Conseil économique de l'Unité pastorale dressera chaque année le budget de l'exercice à venir et de comptes de l'exercice écoulé. Ce dernier sera accompagné du bilan des activités du Conseil et des projets qui ont été réalisés. Il importe que ce bilan et le compte mentionnent toutes les ressources, y compris, en conséquence, la part des collectes donnée aux fabriques d'église. Il est important qu'il mentionne, parallèlement, tous les bénéficiaires, sauf à respecter la vie privée des personnes.

Le Conseil économique maintiendra des rapports constants et constructifs avec les Conseils de fabrique de l'Unité pastorale.

*Raphaël COLLINET,
Vicaire épiscopal
Liège, le 3 mai 2010.*

Einleitung

Im Laufe der Amtszeit von Bischof Jousten hat kein offizielles Dokument so lange auf seine Veröffentlichung warten lassen wie das bischöfliche Dekret zum Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes und die Erläuterungen zu dessen Bedeutung und Tragweite.

Warum? Aus dem einfachen und guten Grund, dass der Bischof seit Beginn der ersten Überlegungen (2004) mehrere zuständige Instanzen, insbesondere den Priesterrat und die Dechanten, in die Vorbereitung des Dokuments einbeziehen wollte. Es ging dabei vor allem um den Prozess der Zusammenlegung der Pfarrseelsorgekassen auf Ebene der Pfarrverbände. Die befragten Instanzen haben ihre Bemerkungen, Kritik und Vorschläge vortragen können.

Die noch häufig vorzufindende „eine Kasse pro Pfarre, die von zwei oder drei Personen im Wirtschaftsrat der Pfarre verwaltet wird“ oder sogar „eine Kasse, die allein durch den Pfarrer oder durch einen einzigen Ehrenamtlichen verwaltet wird, der bisweilen gleichzeitig das Amt des Rendanten der Kirchenfabrik ausübt“, sollten in die neue Pfarrverbandskasse übergehen.

Weder aus kirchenrechtlicher noch aus rechtlicher Sicht kann man diese Vorgehensweisen fortsetzen, da sie sich nachteilig auf die Pfarrkassen (auf die Gefahr hin, der Pastoral nicht dienlich zu sein), auf den Ruf der Kirche (auf die Gefahr hin, den Verdacht der mangelnden Transparenz, insbesondere durch die „schwarzen Kassen“ zu fördern) und den Ruf der Pfarrer oder der verantwortlichen Laien (auf die Gefahr des Verdachts auf persönlichen Vorteil hin) auswirken. Das Bistum Lüttich möchte mit gutem Beispiel

vorangehen, damit die Verwaltung der Güter den kirchenrechtlichen Bestimmungen, den Gesetzen, Dekreten und anderen erbrechtlichen und steuerlichen Richtlinien entspricht.

Die Veröffentlichung eines vorbereitenden Dokuments (Dekretvorschlag und Einführungen) im Jahre 2007 bestärkte den Bischof in der Überzeugung, dass die Schaffung eines Wirtschaftsrates auf Ebene des Pfarrverbandes ein maßgeblicher Faktor für die Integration der örtlichen Gemeinden – der bisherigen Pfarren – innerhalb der Pfarrverbände ist. Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes wird sowohl Ausdruck der finanziellen Solidarität als auch der Verständigung unter den betroffenen Gemeinden sein.

Die Verwaltung der Gelder ist Teil des pastoralen Auftrags. In der Tat ist die Verwaltung der Güter in der Kirche nicht nur ein technisches Problem. In seiner Funktion als Bürge für die Nutzung der Pfarrfinanzen im Sinne des Evangeliums ist der Pfarrer für sie verantwortlich, aber er verwaltet sie weder allein noch für sich. Er legt einerseits *in Absprache* mit dem Pastoralrat die Finanzpolitik des Pfarrverbandes fest und handelt andererseits in diesem Bereich *mit* seinem Wirtschaftsrat. Die Laienmitglieder handeln ebenfalls nicht allein oder jeder für sich, sondern immer gemeinsam mit allen Mitgliedern.

Das vorliegende Dekret setzt das bischöfliche Dekret von Bischof Houssiau aus dem Jahre 1991, das die Einsetzung eines Wirtschaftsrates in jeder Pfarre vorschrieb, außer Kraft. Die Mehrzahl der Bestimmungen werden nicht abgeschafft, sondern an die aktuelle Situation angepasst, damit sie

besser den Zielsetzungen und dem Geist der „Baustelle Pfarre“ entsprechen.

Die Anwendung des neuen Dekrets kann nur durch eine offene und ehrliche Zustimmung aller Beteiligten vor Ort – Pfarrer und andere betroffene Pfarrangehörigen – und durch den Willen, im Einklang mit der Bistumskirche zu arbeiten, gewährleistet werden. Dies setzt eine positive und offene Geisteshaltung ohne jeglichen Eigennutz oder Beklemmung in Bezug auf die heutige Situation voraus. Dies setzt ferner ein Grundvertrauen in das Wirken des Heiligen Geistes in unseren Gemeinden voraus, der in allen Mitchristen eine „evangelische“ und kirchliche Einstellung schafft, die wiederum die erforderlichen tiefgreifenden Auswirkungen und Veränderungen in der ganzen Kirche und insbesondere in unserem Bistum bewirken wird.

Die Einsetzung des Wirtschaftsrates bedarf einer Strategie, eines Zeitplanes und eines entschlossenen Vorgehens. Auch wäre ein Überblick über den Ist-Zustand innerhalb des Pfarrverbandes angebracht. Die derzeitige Arbeitsweise und die erforderlichen Sachkenntnisse der mit der Materie beauftragten Personen werden untersucht; dazu berufe man sich auf die Einführung von Bischofsvikar Collinet. Man wende sich ebenfalls an die mit den Finanzen beauftragten Personen der Kontaktgruppen der Pfarrgemeinden. Gibt es Kontaktgruppen im Pfarrverband, so muss die Koordination der bestehenden Pfarrkassen der Bildung eines gemeinsamen Wirtschaftsrates vorausgehen.

Eine realistische Vorgehensweise wäre die Schaffung einer „Pfarrverbandskasse“, selbst parallel zu den einzelnen Pfarrkassen. Es wäre zu prüfen, wie diese gemeinsame Kasse gespeist wird und worin der Anteil der einzelnen Pfarrkassen bestehen könnte. Dies ist augenblicklich die einfachste Vorgehensweise; sie wird schon in sehr aktiven Pfarrverbänden praktiziert.

Der Dienst VoG des Bistums sowie das „Bureau diocésain“ können zweckdienliche Hilfe anbieten oder ein Gutachten erstellen, beispielsweise im Falle einer Zusammenlegung der bestehenden Pfarr-VoG zur Bildung einer Pfarrverbands-VoG, die dem Wirtschaftsrat eine juristische Struktur gewährleisten würde.

Dem Bischof und seinem Bischofsrat scheint es realistisch, dass durch die Mitarbeit aller Beteiligten und nach Ablauf progressiver Umstrukturierungen je nach Stand der Dinge in jedem Pfarrverband das vorliegende Dekret bis zum Jahr 2016 im gesamten Bistum Anwendung finden wird. Dies wäre mein inständiger Wunsch, und ich lade Sie ein, die Richtlinien des Dekrets und die dazugehörigen Einführungen entschlossen und so schnell wie möglich in die Tat umzusetzen.

Lüttich, den 3. November 2010, am Fest des hl. Hubertus, Schutzpatron der Stadt Lüttich.

*Alphonse Borras,
Generalvikar*

Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes

1. Kirchenrechtliche Bestimmungen

Art. 1. - In jedem Pfarrverband wird ein Wirtschaftsrat errichtet.

Art. 2. - § 1 Der Wirtschaftsrat setzt sich zusammen aus dem Pfarrer des Pfarrverbandes und wenigstens 2 Laien; letztere sind nach Maßgabe ihrer Verfügbarkeit, ihrer Kompetenz und ihrer Vertrauenswürdigkeit zu bestimmen.

§ 2. Bevor der Pfarrer die Laien bestimmt, holt er die Meinung des Pastoralteams ein und ersucht den Pastoralrat des Pfarrverbandes um seine Stellungnahme - falls kein Pastoralrat besteht, befragt er das bestehende Beratungsgremium des Pfarrverbandes und nimmt deren Vorschläge entgegen.

§ 3. Die Laienmitglieder des Wirtschaftsrates werden vom Pfarrer für die Dauer von 5 Jahren ernannt. Während dieser 5 Jahre können sie nur aus einem schwerwiegenden Grund und mit Einverständnis des Ortsordinarius entlassen werden. Ihr Mandat ist erneuerbar.

Art. 3. - Die Laienmitglieder des Wirtschaftsrates bleiben beim Weggang des Pfarrers (des Pfarrverbandes) im Amt.

Art. 4. - Ein Laienmitglied des Wirtschaftsrates kann zurücktreten. Es wird dann ersetzt. Das neue Mitglied führt das Mandat des ausgeschiedenen Mitglieds zu Ende.

Art. 5. - Der Pfarrer hat den Vorsitz im Wirtschaftsrat. Er kann den Vorsitz an einen anderen Priester oder einen Diakon delegieren, der Mitglied des Pastoralteams oder im Pfarrverband tätig ist.

Art. 6. - Der Wirtschaftsrat besitzt keine Rechtspersönlichkeit, da seine Güter in die Hände der Kirchenfabriken und der betroffenen VoG, namentlich der VoG des Pfarrverbandes übergehen.

Art. 7. - Er verfügt über ein eigenes Bankkonto, dessen Vollmacht die Laienmitglieder besitzen. Dasselbe ist kein Konto zur Vermögensbildung.

Art. 8. - Der Wirtschaftsrat trifft sich monatlich; auch öfter, wenn dies erforderlich ist.

Er wird entweder vom Pfarrer oder von einem anderen Mitglied zusammengerufen. Der Wirtschaftsrat versammelt sich nur rechtsgültig in Anwesenheit des Pfarrers oder seines Delegierten außer mit Genehmigung des Ordinarius sowie im Hinblick auf die in Art.9 § 5 vorgesehene Stellungnahme.

Art. 9. - § 1. Für die Finanzpolitik des Pfarrverbandes sind der Pfarrer und das Pastoralteam zuständig. Die Festlegung geschieht allerdings nicht ohne Anhörung des Pastoralrates des Pfarrverbandes oder in Ermangelung eines Pastoralrates der Beratungsinstanzen des Pfarrverbandes.

§ 2. Auf Grund der vom Pastoralrat des Pfarrverbandes eingebrachten Vorschläge stellt der Wirtschaftsrat in Zusammenarbeit mit dem Pfarrer oder seinem Delegierten den Haushaltsplan für das nächste Jahr auf.

§ 3. Der Haushaltsplan wird jedes Jahr Ende November aufgestellt.

§ 4. Die im Haushaltsplan vorgesehenen Ausgaben werden vom Wirtschaftsrat auf Vorlage der Rechnungen beglichen.

§ 5. Für die nicht im Haushaltsplan vorgesehenen Ausgaben oder für Ausgaben, die den vorgesehenen Betrag übersteigen, muss zuerst die Stellungnahme des Wirtschaftsrates abgewartet werden. Der Wirtschaftsrat wird sich um eine fristgerechte Stellungnahme bemühen. Diese Frist darf auf keinen Fall zehn Tage übersteigen. Erfolgt keine Stellungnahme innerhalb dieses Zeitraumes, gilt die Ausgabe als gebilligt.

Art. 10. - Alljährlich beim Abschluss des Rechnungsjahres erstellt der Wirtschaftsrat einen Bericht über seine Tätigkeiten, über die zur Verfügung gehaltenen Mittel und über ihre Verwendung für die verschiedenen Projekte des Pfarrverbandes. Dieser Bericht sowie die Rechnungsablage werden dem Pastoralrat und den Pfarrangehörigen, die dies wünschen, übermittelt.

Diese Anordnungen wurden am 3. Mai 2010 von Bischof Aloys Jousten verabschiedet und veröffentlicht. Sie treten am 1. Dezember 2010 in Kraft.

Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes

2. Grundsätzliches

1. Allgemeine Überlegungen

Der Pfarrverband vereinigt verschiedene Christengemeinden. Sie sind einem Pfarrer als ihrem eigenen Hirten anvertraut. Dieser Hirte untersteht der Autorität des Diözesanbischofs (Can. 515). Er trägt die Verantwortung für das Gemeinschaftsleben der ihm anvertrauten Gemeinden, damit sie „Gottes Bauwerk“ bleiben in Treue zur apostolischen Tradition. Hierin wird er von Laien, die die erforderlichen Fähigkeiten besitzen, und gegebenenfalls von Diakonen und anderen Priestern (Can. 519) unterstützt.

Der Pfarrer ist von Hause aus der Sprecher des ihm im Pfarrverband anvertrauten Volkes. Sein Auftrag bindet ihn an dieses Volk und er gehört auch selbst zu ihm. Er repräsentiert es (Can. 532), nicht weil er gewählt wurde, vielmehr ist er auf Grund seiner Weihe und der ihm anvertrauten Aufgabe Träger der Anliegen dieses Volkes. Diese theologischen Überlegungen müssen in die Praxis umgesetzt werden. Konkret heißt das: Der Pfarrer steht im Dienst der ihm anvertrauten Gemeinden, *um sie in der Communio miteinander zu verbinden*, um ihr ganzes Tun auf die *Communio* auszurichten; dies erfordert die Zusammenarbeit aller.

All dies bleibt nicht ohne Auswirkungen auf die finanzielle und administrative Ebene der Pfarrverbände und auf die Rolle, die der Pfarrer auf dieser Ebene spielt. Der Pfarrer als Hirte der Pfarre muss sich im Klaren darüber sein, dass seine Autorität allein darauf beruht, dass er der *Communio*, der Eucharistie vorsteht. Sein Handeln auf dem Gebiet der Verwaltung ist von derselben Art wie in der Liturgie. Ein vom Volk *isolierter* Priester, der *im Alleingang* entscheidet und handelt, ist wie ein Soldat auf verlorenem Posten, ob er Eucharistie feiert oder Verwaltungsakte ausführt. Nur in dem Maße, wie er das Volk vertritt, kann er handeln. Er gehört dem von ihm geleiteten Volk nicht äußerlich, sondern innerlich an. Seine Entscheidungen dürfen demzufolge nicht im Alleingang getroffen werden. Es wird ihm empfohlen, nach Einstimmigkeit zu streben. Einstimmigkeit kann nicht verordnet werden, aber der Codex des kanonischen Rechtes fordert von ihm, nach dieser Einstimmigkeit

zu streben. So wird er übereinstimmende Stellungnahmen, die ihm zugeleitet werden, in Betracht ziehen, außer aus schwerwiegendem Grund. Diese Regel des Can. 127 §2 ist ein allgemein gültiges Prinzip. Sie ist grundlegend: Eine weise Führung beinhaltet demzufolge, nach den übereinstimmenden Meinungen zu handeln, es sei denn ein schwerwiegender Gewissenskonflikt nötige den Pfarrer, anders zu entscheiden.

Die Finanzverwaltung der Pfarren gehört zu den pastoralen Aufgaben. Die Nutzung materieller Güter durch die Kirche und deren einzelnen Gemeinden, ihre sachgerechte Verwendung im Dienst des von der Kirche verfolgten Zieles ist nicht nur und nicht in erster Linie eine rein technische Frage. Es ist eine *pastorale* Frage. Die Entscheidung, ein Krankenhaus, eine Schule oder eine Kirche zu bauen und wie dabei vorgehen, die Gottesdienstgestaltung verbessern oder sich in karitative oder soziale Projekte engagieren, all dies betrifft zutiefst den Auftrag, das Evangelium zu verkünden; auch hier geht es um das Evangelium schlechthin. In diesen Auseinandersetzungen haben die Pfarrer keine Monopolstellung, sie haben ihren Platz inmitten der anderen und *mit* den anderen. Damit jeder seinen, den ihm zustehenden Platz findet, wurden die „Wirtschaftsräte der Pfarren“ eingeführt, wie in Can. 537 (Can. 1280) erwähnt.

Die Schaffung eines Wirtschaftsrates ist durch das allgemeine Recht vorgesehen; die Arbeitsweise dieses Rates ist gemäß Can. 537 dem Partikularrecht überlassen. Dieser Wirtschaftsrat soll dem Pfarrer „helfen“. Diese „Hilfe“ muss gut verstanden werden.

Man kann eine sehr einschränkende Vorstellung von dieser Hilfe haben. Dann macht der Pfarrer am Ende alles, handelt allein, entscheidet allein über alles und greift nur auf den Wirtschaftsrat zurück, wann und wie es ihm gefällt. In dieser Vorstellung ähnelt die „Hilfe“ der eines Dieners gegenüber seinem Herrn. Das entspricht nicht der Vorstellung, die das Recht von der Rolle des Pfarrers und des Wirtschaftsrates hat. Im Gegenteil, als der Codex des kanonischen Rechtes von 1983 die Wirtschaftsräte errichtete, beabsichtigte er gerade, alle auf ihre Art in die wirtschaftliche Verwaltung der Pfarrinteressen

zu involvieren. Er hat die Pfarrer von verschiedenen Aufgaben entlasten und der Gefahr einer zu persönlichen und daher Argwohn weckenden Verwaltungsweise vorbeugen wollen. Dass der Priester gewährleisten soll, dass die Finanzen der Pfarren evangelientreu eingesetzt werden, bedeutet noch nicht, dass er sie persönlich verwalten muss.

Mit anderen Worten, es steht heute nicht mehr an, dass ein Priester die Finanzen der Pfarre allein und nach eigenem Gutdünken handhabt. Die Verwaltung der Pfarrgelder steht dem Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes zu. Jede entgegengesetzte Praxis ist formell zu missbilligen.

Nur die Verwendung der Güter ist Gegenstand der Beratungen mit dem Pfarrer, und selbst hier kann der Pfarrer nicht seinen Willen aufzwingen; vielmehr muss er mit *vernünftigen* Argumenten überzeugen und Sorge haben, dass sein Standpunkt von möglichst vielen mitgetragen wird. Im Pfarrleben sind die besten Ideen unangebracht, wenn sie nicht mit der „Tinte der Gemeinde“ unterzeichnet sind. Der Pastoralrat des Pfarrverbandes (PRP) sowie jede andere Beratungsinstanz (Can. 536) sind naturgemäß Orte, an denen über die Verwendung der materiellen Güter debattiert werden kann. In ihnen beraten die Pfarrgemeinden über das Leben und das Zeugnis des Pfarrverbandes, unter anderem auch über die Finanzpolitik.

2. Wer stellt den Wirtschaftsrat zusammen und wie geschieht es?

Can.1280 fordert, dass mindestens zwei Personen jedweder juristischen Person in der Kirche bei der Verwaltung der materiellen Güter zur Seite stehen. Was die Pfarren angeht, so bestimmt Can. 537, dass diese beiden Personen Laien sein müssen. Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes besteht also mindestens aus zwei Laien und dem Pfarrer des Pfarrverbandes oder des durch den Pfarrer delegierten Priesters oder Diakons gemäß Can. 537 (s. Art. 2 §1 des bischöflichen Dekretes).

Dieses Mindestmaß darf natürlich überschritten werden, aber dennoch ist darauf zu achten, dass der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes eine begrenzte Gruppe bleibt und sich mehrheitlich aus Laien zusammensetzt. Der Wirtschaftsrat ist kein Diskussionsgremium, er ist eine *Arbeitsgruppe*, für die technische Kompetenzen erforderlich sind. Er ist das Gremium,

das Buch führt und die Einnahmen verwaltet. In Anbetracht dieser Tatbestände und des engen Kontaktes zum Pfarrer ist es ratsam, den Wirtschaftsrat nicht in ein Diskussionsgremium oder eine Denkfabrik umzufunktionieren.

Der Wirtschaftsrat geht nicht aus den Kirchenfabrikräten des Pfarrverbandes hervor. Kirchenfabrikräte und Wirtschaftsräte sind beide wesentliche Einrichtungen für das Pfarrleben. Ihre Mitarbeit ist unbedingt erforderlich. Sie haben allerdings nicht dieselben Zielsetzungen. Dem Kirchenfabrikat obliegen die materiellen Belange des Kultes, der Wirtschaftsrat verwaltet die übrigen Finanzen der Pfarre. Die Rolle des Pfarrers ist nicht dieselbe im Kirchenfabrikat wie im Wirtschaftsrat. Der Kirchenfabrikat als öffentliche Einrichtung verwaltet öffentliche Gelder und ist einer strengen administrativen Aufsicht unterworfen. Dies ist nicht der Fall beim Wirtschaftsrat. Er verwaltet „private“ Gelder.

Es ist ebenfalls nicht angebracht, dass der Wirtschaftsrat deckungsgleich ist mit dem Pastoralrat (PRP) wie ihn Can. 536 vorsieht, oder aus diesem hervorgeht und noch weniger angebracht ist, dass der Wirtschaftsrat aus dem *Pastoralteam* hervorgeht, so wie wir es in unserer Diözese konzipiert haben, nämlich als *Leitungsorgan*, dessen Mitglieder mit den erforderlichen Fähigkeiten ausgestattet sind und eng an der Ausübung des pastoralen Auftrages teilhaben (s. Can. 519 *in fine*).

Pastoralrat (PRP) und *Wirtschaftsrat* sind verschiedene Instanzen. Ersterer ist ein „Seelsorgerat“. Er setzt sich zusammen aus repräsentativen Personen, die die verschiedenen Aspekte, Sensibilitäten und Gruppen des Pfarrverbandes *widerspiegeln*. Seine Mitglieder beraten über das Leben und das Zeugnis des Pfarrverbandes. Aufgabe dieses Rates ist es, die pastoralen Richtlinien auszuarbeiten und die Aktivitäten in Zusammenarbeit mit dem Pfarrer oder gegebenenfalls mit dem Pastoralteam voranzutreiben. Der Wirtschaftsrat hingegen ist eher ein Rat um den Pfarrer und das Pastoralteam. Der Pfarrer hat hier den Vorsitz inne; sein Statut ist demzufolge dem der anderen Mitglieder nicht einfach ähnlich und ist nicht austauschbar. Als *spezifische* Arbeitsgruppe hilft der Wirtschaftsrat dem Pfarrer und dem Pastoralteam in dem *spezifischen Bereich* der Finanzverwaltung. Er besteht aus Fachkräften mit technischen Kompetenzen in Finanz- und Wirtschaftsfragen; sie dienen der Pfarre über die Person des Pfarrers. Weil der Wirtschaftsrat der

Rat des Pfarrers ist, kann er nicht zu einer VoG erhoben werden.

Die Mitglieder des Wirtschaftsrates werden vom Pfarrer gemäß ihrer Verfügbarkeit, ihrer Kompetenz und ihrer Vertrauenswürdigkeit ausgesucht. Zudem ist es unerlässlich, dass sie auch das Vertrauen der Pfarre genießen und von den Pfarrangehörigen geschätzt werden.

3. Einnahmequellen des Wirtschaftsrates des Pfarrverbandes

Dem Wirtschaftsrat obliegt es, die Finanzen der Pfarren des Pfarrverbandes zu verwalten insbesondere die Einnahmen der Pfarrgemeinden. Welches sind diese Einnahmen?

A. Ein Teil der Kollekten

Der Diözesanbischof ist befugt, die Aufteilung der Kollekten in den Kirchen zu regeln. Ihm obliegt es zu bestimmen, welcher Teil der Kollekten dem Kirchenfabrikat und welcher Teil dem Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes zukommt.

In unserer Diözese besteht die Regel, dass der dem Kirchenfabrikat zukommende Anteil 60% der erhaltenen Beträge nicht übersteigen und auch nicht unter 40% liegen darf. Die Schwankungen hängen von der Höhe der durch die Gemeinde gebilligten Zuschüsse ab. Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes verfügt über *den restlichen Betrag* der Kollekten. Die Kollekten, von denen hier die Rede ist, sind die *gewöhnlichen* Kollekten, nämlich jene, die üblicherweise in den Kirchen abgehalten werden, und die weder vom Bischof noch vom Pfarrer für einen besonderen Zweck bestimmt wurden.

Was die vom Bischof vorgeschriebenen Kollekten betrifft, haben sich verschiedene Vorgehensweisen in der Diözese eingebürgert. Nicht alle sind vernünftig und plausibel.

Bestimmte Pfarren überweisen für das jeweilige besondere Werk nur den Überschuss (im Vergleich zu den üblichen Kollekten) an das Bistum. Sie behalten den Rest für die Belange der Kirchenfabrik oder der Pfarrwerke. Andere Pfarren halten einen bestimmten Prozentsatz dieser Kollekten zurück, ohne dass jemand genau weiß in welcher Höhe und zu welchem Zweck. Die Gewohnheit, dem Bistum nur den Überschuss zu überweisen, ist nicht richtig und zu missbilligen. Diese Praxis verstößt gegen die Solidarität so-

wohl auf diözesaner als auch auf interdiözesaner Ebene.

In bestimmten Fällen mag das Zurückhalten eines bestimmten Prozentsatzes zu Gunsten der Kirchenfabrik und der Pfarre berechtigt sein. Auf keinen Fall darf diese Summe 10% der Kollekte übersteigen.

Es gibt auch den Fall, dass Pfarrer oder Verantwortliche des Pfarrverbandes bestimmte Kollekten Personen oder Werken zuführen, die sie aus eigener Initiative bestimmt haben. In solchen Fällen muss der den Kirchenfabriken vorbehalten Beitrag (60 oder 40 %) unbedingt einbehalten werden. Er wird berechnet nach den Einnahmen der gewöhnlichen Kollekten. Das Zurückhalten eines bestimmten Teiles solcher Kollekten zugunsten der Pfarrwerke ist allerdings nicht gestattet, es sei denn die Pfarrgemeinden wurden im Vorhinein hierüber in Kenntnis gesetzt.

Wer treibt die Kollekten ein? Die Praxis ist von Pfarre zu Pfarre verschieden. Schon mal ist es der Kassierer der Kirchenfabrik, schon mal der Pfarrer selbst, schon mal, allerdings seltener, der Kassierer des Wirtschaftsrates.

Es ist nicht normal, es ist schlechthin unvernünftig, wenn der Pfarrer selbst diese Aufgabe übernimmt. Die vernünftigste Lösung wäre, wenn der Kassierer oder ein anderes Mitglied des Wirtschaftsrates des Pfarrverbandes diese Aufgabe übernehme. Mit anderen Worten: Es ist *grundsätzlich* nicht die Aufgabe des Kassierers der Kirchenfabrik, die Kollekten einzusammeln, gerade um die verschiedenen Einrichtungen klar zu unterscheiden. Wenn allerdings auf Grund der bestehenden Gewohnheiten der Kassierer der Kirchenfabrik dennoch die Kollekten einsammelt, muss er dem Kassierer des Wirtschaftsrates den genauen Gesamtbetrag mitteilen, wenn er ihm den für den Wirtschaftsrat vorgesehenen Teil übergibt. Dieser Betrag muss nämlich im Jahresabschlussbericht der Finanzverwaltung des Pfarrverbandes aufgeführt werden.

B. Die Opferstöcke

Ohne die Erlaubnis des Pfarrers darf kein **Opferstock** in einer Kirche aufgestellt werden. Das Geld dieser Opferstöcke wird regelmäßig durch ein Mitglied des Wirtschaftsrates des Pfarrverbandes oder durch eine vom Wirtschaftsrat bezeichnete Person entnommen. Die Erträge der Opferstöcke sind in der Regel für ein Pfarrwerk oder für die Kirchenfabrik bestimmt. Je nach Fall wird das Geld den Pfarrwerken oder der Kirchenfabrik zugestellt.

Einer besonderen Erwähnung bedürfen die **Pilgerstätten oder Andachtsstätten**, die sich in den Kirchen bzw. Kapellen oder in deren Nähe befinden (Kreuzgänge usw.). Diese Orte werden durch die Kirchenfabrik verwaltet. Nichts darf in diesem Bereich ohne die Zustimmung des Pfarrers und des Kirchenfabrikrates geschehen. Letzterer trägt die Verantwortung. Er unterhält sie und gewährleistet den geregelten Ablauf. Der Kirchenfabrikrat kauft Kerzen und Lichter und die notwendige Infrastruktur.

Was geschieht mit dem hier eingenommenen Geld? Die Kirchenfabrik muss damit die jährlich getätigten Ausgaben decken (Kerzen, Versicherungen, Unterhalt...). Der Überschuss wird zwischen Kirchenfabrik und Pfarrwerke nach dem Schlüssel 80% für die Pfarrwerke, 20% für die Kirchenfabrik aufgeteilt.

C. Spenden und Opfergaben

Unter „Spenden“ verstehen wir hier Gaben, die unter der Hand gegeben werden; unter „Opfergaben“ Gaben, die den Priestern *freiwillig* gemacht werden anlässlich von Sakramentspendungen, von Segnungen, von Pastoralbesuchen oder anlässlich der Ausübung einer anderen pfarrlichen Funktion. Unter Opfergaben fallen ebenfalls die Kollekten bei Beerdigungen und Hochzeiten mit oder ohne Eucharistiefeyer.

Grundsätzlich wird diese Materie durch Can. 531 geregelt. Dieser Canon geht davon aus, dass die so erhaltenen Gelder gegeben wurden, um die Pfarre und nicht den Pfarrer als Person zu unterstützen. Dieses Geld wird also an die Pfarrwerke überwiesen und durch den Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes verwaltet.

Grundsätzlich gilt also: Was dem Klerus (Priester oder Diakon) bei der Ausübung einer pfarrlichen Funktion gegeben wird, wird *der Funktion gegeben* und nicht der Person und muss also der Pfarrkasse zukommen (Can. 1267). Nicht anders ist zu verfahren, wenn der Geber bei der Übergabe des Geldes selber eine bestimmte Verwendung angibt oder wenn die Kollekte anlässlich von Beerdigungen oder Hochzeiten im Vorhinein für einen bestimmten Zweck angekündigt wurde.

Was die Gaben betrifft, die auf der Straße, anlässlich eines unvorhergesehenen Besuches gegeben werden oder anonym auf der Türschwelle des Pfarrhauses abgelegt werden, ist die Frage heikler... Handelt es sich um kleinere Summen oder Naturalien, so kann der Pfarrer berechtigter Weise davon ausgehen, dass sie seiner

Person gegeben wurden. Er darf sie also zu persönlichen Zwecken verwenden. Sind es bedeutendere Summen, könnte der Pfarrer sie nur mit schlechtem Gewissen für sich behalten. Er führt sie also der Pfarrkasse zu.

D. Die Kasualien

Mit diesem Begriff werden die mehr oder weniger zufälligen gelegentlichen Bezüge bezeichnet, die der Klerus, die Kirchenangestellten und die Kirchenfabriken anlässlich bestimmter sakraler Handlungen beziehen. Die Kasualien des Pfarrers wurden früher „Stolgebühren“ genannt.

Man vermeide, von obligatorischen Kasualien zu sprechen, denn per Definition sind die Kasualien das, was anfällt oder auch nicht anfällt, das was „zu-fällt“. Per Definition können Kasualien nie eingefordert werden. Sie können nur vorgeschlagen, auch offiziell vorgeschlagen werden. Man spricht also von *offiziell* vorgeschlagenen Kasualien. Diese Kasualien betreffen die Beerdigungen und die Hochzeiten.

Unter Einhaltung der bischöflichen Leitlinien wird der Wirtschaftsrat diese den betroffenen Personen unterbreiten. Dieses Geld wird unmittelbar vom Wirtschaftsrat unter die Personen aufgeteilt, die nach dem bischöflichen Dekret von 2008 Anrecht darauf haben: der zelebrierende Priester, der mitwirkende Diakon, der Küster, der Organist, der Kantor, die Pfarrwerke und das Bistum. Wenn der erhaltene Betrag nicht genügt, entnehme man den Teil, der dem Küster und dem Organisten zukommt, der Kollekte, insofern diese es erlaubt.

4. Bestimmung der pfarrlichen Einnahmen und Aufgaben des Wirtschaftsrates

Die wesentliche Aufgabe des Wirtschaftsrates des Pfarrverbandes besteht darin, am Ende eines jeden Jahres einen Rechenschaftsbericht seiner Verwaltung aufzustellen (Can. 1284). Dieser Bericht wird erstellt auf Grundlage der Einnahmen und Ausgaben; er erwähnt die Zweckbestimmung der ausgegebenen Pfarrgelder. Der Wirtschaftsrat ist nicht befugt, Stellung zu beziehen, bestimmte Verwendungen gut zu heißen oder abzulehnen. Das ist der Aufgabenbereich des Pfarrers und des Pastoralteams des Pfarrverbandes als Verantwortliche der pastoralen Leitung; mit Blick auf eine gute *innerkirchliche*

Konzertierung, liegt dies auch im Aufgabenbereich des Pastoralrates des Pfarrverbandes (PRP). Die Mitglieder des PRP sind gehalten, über das Leben und das Zeugnis des Pfarrverbandes und der Gemeinden, aus denen er sich zusammensetzt, zu beraten. Wohl obliegt es dem Wirtschaftsrat, den Pfarrer über die finanziellen Konsequenzen getroffener Entscheidungen und über die Grenzen des Budgets zu informieren.

Im Allgemeinen dürfen die pfarrlichen Mittel nur für pfarrliche oder diözesane Zwecke verwendet werden. Erwähnen wir hier einerseits die Durchführung eines *gemeinsamen Projektes* des Pfarrverbandes und andererseits der *Unterhalt* der für den Kult bestimmten Gebäude und die pfarrlichen Räumlichkeiten.

Die Erarbeitung eines gemeinsamen pastoralen Projektes im Pfarrverband soll dem diözesanen Pastoralprojekt Rechnung tragen, z. B. des Hirtenbriefes „Das Evangelium leben und verkünden“ von September 2007. Das gemeinsame Pastoralprojekt des Pfarrverbandes soll Ausdruck des gemeinsamen Willens der betroffenen Pfarren sein, gemeinsam unterwegs zu sein, Prioritäten herauszustellen, um in ihrem Umfeld Zeugnis vom Evangelium zu geben. Das katechetische Projekt des Pfarrverbandes ist ein Schwerpunkt in diesem gemeinsamen Projekt des Pfarrverbandes. Seine Durchführung erfordert auch finanzielle Mittel; hier greift das Budget des Wirtschaftsrates des Pfarrverbandes. Zweifelsohne fördert ein gemeinsames Pastoralprojekt das „missionarische“ Bewusstsein wie auch die Freude, gemeinsam die Frohe Botschaft von Jesus Christus weiterzusagen.

Der Unterhalt der für den Kult bestimmten Gebäude (Kirchen und Pfarrhäuser) obliegt in Belgien den Kirchenfabriken. Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes beschränkt sich demzufolge darauf, der Kirchenfabrik die ihr zustehenden Mittel zukommen zu lassen (Kollekten, Kasualien, ...).

Was den Unterhalt der pfarrlichen Räumlichkeiten angeht, die nicht unter den Begriff „Kultgebäude“ fallen, muss das Pfarrbudget in der Regel die zu ihrem Unterhalt notwendigen Mittel vorsehen. Diese Immobilien sind oft Besitz von Pfarr- oder Dekanats-VoG, die nicht ohne die Freigebigkeit der Pfarrangehörigen existieren können.

Selbstverständlich sind die Pfarren gehalten, sich an bestimmten Arbeiten, die der Aufbesserung der Gebäude des Kultes dienen, zu beteiligen (Anstrich, Anschaffung einer Orgel, An-

schaffung von Kunstwerken...). Diese Beteiligung geschieht beispielsweise durch eine Zuwendung des Wirtschaftsrates des Pfarrverbandes an die entsprechende Kirchenfabrik.

5. Rückerstattung von Unkosten an Personen

Die Pfarrer, die Kapläne, die PfarrassistentInnen erhalten in Belgien ein staatliches Gehalt. Das Pfarrbudget muss also nicht die Entlohnung des Klerus absichern. Die Höhe dieser Gehälter ermöglicht diesem allerdings nicht immer, die Ausgaben zu tätigen, die bestimmte für das Pfarrleben unerlässliche Arbeitsinstrumente erfordern: Faxgerät, Drucker, Computer, Projektor usw. Wenn es vonnöten ist, kann der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes diese Arbeitsinstrumente als Eigentum der Pfarre anschaffen und sie den Akteuren zur Verfügung stellen.

Die Kasse des Pfarrverbandes kann und darf den Akteuren allerdings keinen Gehaltszuschuss auszahlen. Sie kann auch nicht die Fahrtkosten des Pfarrers übernehmen, da der Pfarrer ein Zusatzgehalt empfängt, wenn er mehreren Pfarren vorsteht. Den Kaplänen steht keine Gratiswohnung zur Verfügung. Die Pfarrgemeinde muss sich um die Unterkunft des Kaplans sorgen. Auch die Kapläne haben kein Anrecht auf Vergütung ihrer Fahrtkosten, da auch sie ein Zusatzgehalt beziehen, wenn sie mehreren Pfarren zugeweiht sind.

Kraft bischöflichen Dekrets vom 27. April 2004 werden den PfarrassistentInnen ihre Fahrtkosten sowie Unkosten für Weiterbildung oder gegebenenfalls Verwaltungsunkosten durch den Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes rückerstattet. Das Gleiche gilt für die Diakone, die ein Sendungsschreiben für eine bestimmte Aufgabe im Pfarrverband erhalten haben. Besagtes Dekret bestimmt auch, dass diese Rückerstattung nicht pauschal berechnet werden darf, sondern auf Grund von schriftlichen, datierten und vom Antragsteller unterzeichneten Belegen.

6. Katechese, Schulpastoral, karitative Werke usw.

Das Budget der Kirchenfabrik sieht Gelder für den Unterhalt der Räumlichkeiten für die Pfarrkatechese vor. Die übrigen Unkosten der

Pfarrkatechese übernimmt der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes. Daher die Wichtigkeit des katechetischen Projektes und die Auswirkungen auf das Budget des Pfarrverbandes.

Die Katechese ist umfassender als Kinder- und Jugendkatechese, umfassender auch als die Schulung der Gläubigen in den Kirchen und Pfarrhäusern. Daher ist es verständlich, dass der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes für die Unkosten der Erwachsenenkatechese, des Krankenbesuchsdienstes, der Schulkatechese usw. in Anspruch genommen wird. Ähnliches gilt für die Diakonie, die tätige Nächstenliebe, die Unterstützung und die Solidarität mit den Armen vor Ort und anderswo, in Zusammenarbeit mit den jeweiligen Hilfsorganisationen und zugunsten der Projekte, die diese im Rahmen des Pfarrverbandes entfalten (s. Vierte Welt, Dritte Welt).

7. Vorgeschriebene Kollekten und Solidarität auf diözesaner Ebene

Der Wirtschaftsrat führt den Betrag dieser Kollekten so schnell wie möglich dem Dechanten zu.

Das Budget der *Kirchenfabrik* enthält einen Artikel mit der Bezeichnung „Vergütung an das Bistum“. Dieser Artikel ermöglicht den Kirchenfabriken, die keine Gemeindegzuschüsse beziehen, dem Bistum 1% ihrer gewöhnlichen Einnahmen zuzuwenden. Wo die Gemeinde die Kirchenfabriken bezuschusst, kann das Pfarrbudget eine Unterstützung zugunsten des Bistums vorsehen.

8. Funktionsweise des Wirtschaftsrates des Pfarrverbandes

Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes ist ein technisches Organ. Er entscheidet nicht über die Politik des Pfarrverbandes. An dieser Stelle sei auf die allgemeinen Überlegungen in der Einleitung hingewiesen und insbesondere auf

die Zusammensetzung dieses Organs. Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes entscheidet nicht über die Zuwendung der Mittel des Pfarrverbandes. Er verwaltet die Mittel wie ein guter Familienvater und verwendet sie für die Projekte des Pfarrverbandes. Zu diesen Projekten hat er im Vorhinein seine Meinung einbringen können.

Die Verwaltung des Wirtschaftsrates obliegt den Laienmitgliedern. In der Regel dürfen diese nicht Mitglied des Kirchenfabrikates sein. Der Pfarrer bzw. der Priester oder der Diakon, die für diese Aufgabe delegiert wurden, werden regelmäßig über die Entwicklung der pfarrlichen Mittel informiert. Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes wird nicht als VoG errichtet. Er ist keine autonome juristische Person (s. Art. 6 der kirchenrechtlichen Bestimmungen). Allerdings ist der Pfarrverband als VoG zu errichten, und zwar in Anlehnung an die vom Bistum erstellten Statuten.

Der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes verfügt über ein eigenes Bankkonto mit der Bezeichnung „Vereinigung des Pfarrverbandes...“; die Ansprechpartner sind aus den Reihen der Laienmitglieder zu bestimmen. Diese verfügen über die Unterschrift (s. Art. 7 der kirchenrechtlichen Bestimmungen).

Außer der Verwaltung der Konten erstellt der Wirtschaftsrat des Pfarrverbandes alljährlich das Budget des kommenden Haushaltsjahres und die Abrechnung des verflossenen. Zusätzlich wird die Bilanz der Aktivitäten des Rates und der verwirklichten Projekte erstellt. Die Bilanz so wie die Abrechnung erwähnen alle Mittel, also auch den Teil der Kollekten, der den Kirchenfabriken zugeführt wurde. Er erwähnt parallel dazu alle Nutznießer, wohl bemerkt unter Berücksichtigung der Privatsphäre.

Der Wirtschaftsrat bemüht sich um beständige und aufbauende Beziehungen zu den Kirchenfabrikanten des Pfarrverbandes.

*Raphaël COLLINET,
Bischofsvikar
Lüttich, am 3. Mai 2010.*

